

## Mobilisation contre le projet Bachelot



• Le 14 mai, les Albigeois étaient invités à signer une pétition pour défendre leur hôpital. (Photo M.-P. Volle).

**Le 14 mai, les personnels médicaux et non médicaux ont manifesté ensemble "contre la transformation de l'hôpital en entreprise" prévue par la loi Bachelot.**

Le Comité de Défenses de l'Hôpital et de la Santé d'Albi (CDHSA) a notamment poursuivi sa campagne de signatures contre la loi Bachelot devant l'Hôpital d'Albi et la Caisse Primaire d'Assurances Maladies.

Il s'oppose aux suppressions d'emplois "qui ne pourront qu'entraîner une détérioration de la qualité des soins"; dit non à la convergence tarifaire "qui instaure une concurrence déloyale entre établissements" et qui sert "à justifier les suppressions d'emplois". Le CDHSA demande un report de la loi et réclame l'ouverture de véritables négociations sur l'avenir de l'hôpital public.

Les sénateurs tarnais, Jacqueline Alquier et Jean-Marc

Pastor ont annoncé qu'ils soutenaient les personnels hospitaliers dans ce combat contre un texte de loi "malvenu et dangereux". "Même si plusieurs amendements ont été adoptés, le nouveau texte reste très en deçà des attentes et est loin d'être satisfaisant" ont-ils affirmé. "Quelques concessions ont été faites sous la pression des médecins, mais rien n'a été cédé notamment sur le paiement à l'activité qui est au cœur des difficultés que connaît actuellement l'hôpital public. Ce texte entérine clairement une privatisation de l'offre sanitaire qui pourra être effective grâce au démantèlement minutieux du service public de la santé. Cela renforcera cette volonté malsaine d'une médecine à deux vitesses au détriment des plus démunis, loin des valeurs fondamentales de la santé, et en particulier, celle de la solidarité tant au niveau humain que territorial".

G. C.

# Journée d'action intersyndicale du 14 Mai

# « Le Tarn Libre » 22 Mai

ANS  
TARN

services de la  
fecture font le  
t

services de la préfecture de la sous-préfecture astres seront exceptionnellement fermés le mercredi 22 mai.

es d'Albi: La  
gion met fin aux  
galités tarifaires  
abonnements

gion va mettre fin à la préférence de tarifs d'abonnement de travail pour les usagers des TER entre les lignes d'Albi-Ville et d'Albi-Montauban. Martin Malvy, député de la Région Midi-Pyrénées, l'a annoncé mardi par courrier au président de la Fédération nationale des usagers des transports (FNAUT), Jacques Lecoq, qui l'avait récemment saisi. Albi présente en effet la particularité étonnante d'afficher deux tarifs d'abonnements différents pour les abonnés effectuant le trajet quotidien entre Albi et Montauban, suivant leur lieu de départ. Cette différence résulte de l'application d'une réglementation nationale sur les abonnements de travail jusqu'à 100 km de trajet. Pour mettre fin à l'inégalité absurde introduite par ce seuil, la Région assumera, à partir du 1er juillet, la différence de tarifs afin que l'abonné



Une action a été menée jeudi 14 mai à l'hôpital d'Albi.

## Réforme de l'hôpital : les sénateurs tarnais s'engagent

JEUDI 14 MAI, une nouvelle action contre le projet de réforme de l'hôpital a été menée au centre hospitalier d'Albi. Les membres du Comité de Défense de l'Hôpital et de la Santé d'Albi ont fait signer une pétition devant le centre hospitalier.

À cette occasion, les deux sénateurs tarnais Jacqueline Alquier et Jean-Marc Pastor ont fait savoir qu'ils ont reçu de « nombreuses délégations médicales » depuis le dépôt du texte de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires. Les sénateurs tarnais ont ainsi appelé, à l'instar de leur groupe politique, « à lever l'urgence sur ce texte. Celui-ci nécessite en effet une réelle et ambitieuse concertation pour aller au fond des choses. (...) Quelques concessions ont été faites sous la pression des médecins, très mobilisés avec leurs équipes médicales, et sous la pression de l'opposition mais rien n'a été cédé notamment sur le paiement à l'activité qui est au cœur des difficultés que connaît actuellement l'hôpital public. Alors que celui-ci est soumis depuis 2005 à une véritable frénésie législative qui désorganise chaque fois un peu plus les services hospitaliers, ce texte entérine clairement une privatisation de l'offre sanitaire qui pourra être effective grâce au démantèlement minutieux du service public de la santé. C'est une véritable vente « à la découpe » des missions de services publics qui est opérée permettant ainsi au secteur privé de reprendre les missions d'intérêt général alors même qu'il est d'ores et déjà certain qu'il n'acceptera que les plus « intéressantes », les missions les moins rentables restant dévolues à l'hôpital ».

# Journée d'action intersyndicale du 14 Mai

# « L'Echo du Tarn » 21 Mai

# ***Loi HPST: communiqué des Sénateurs du Tarn « la Dépêche 19 Mai »***

Depuis le dépôt du texte de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires, Jacqueline Al-quier et Jean-Marc Pastorontreçu de nombreuses délégations médicales.

Ils leur ont exprimé leur soutien dans leur combat contre ce texte de loi malvenu et dangereux. Les sénateurs tarnais ont ainsi appelé, à l'instar de leur groupe politique, à lever l'urgence sur ce texte. Celui-ci nécessite en effet une réelle et ambitieuse concertation pour aller au fond des choses.

Même si plusieurs amendements ont été adoptés, en particulier sur la définition des missions de service public et le rôle respectif de chaque catégorie d'établissements de santé ; sur les conditions, notamment financières, de la participation des établissements privés commerciaux aux missions de service public ou sur les questions de la gouvernance hospitalière, de la composition et des compétences du conseil de surveillance des établissements publics de santé, dans lesquels la place et le rôle des élus locaux ont été réaffirmés, ce texte reste très en deçà des attentes et est loin d'être satisfaisant.

---

---

# *Loi HPST: communiqué des Sénateurs du Tarn « la Dépêche 19 Mai »*

Quelques concessions ont été faites sous la pression des médecins, très mobilisés avec leurs équipes médicales, et sous la pression de l'opposition mais rien n'a été cédé notamment sur le paiement à l'activité qui est au cœur des difficultés que connaît actuellement l'hôpital public.

Alors que celui-ci est soumis depuis 2005 à une véritable frénésie législative qui désorganise chaque fois un peu plus les services hospitaliers, ce texte entérine clairement une privatisation de l'offre sanitaire qui pourra être effective grâce au démantèlement minutieux du service public de la santé.

C'est une véritable vente « à la découpe » des missions de services publics qui est opérée permettant ainsi au secteur privé de reprendre les missions d'intérêt général alors même qu'il est d'ores et déjà certain qu'il n'acceptera que les plus « intéressantes », les missions les moins rentables restant dévolues à l'hôpital..../

---

---

# *Loi HPST: communiqué des Sénateurs du Tarn « la Dépêche 19 Mai »*

Cela renforcera cette volonté malsaine d'une médecine à deux vitesses au détriment des plus démunis, loin des valeurs fondamentales de la santé, et en particulier, celle de la solidarité tant au niveau humain que territorial.

Jacqueline Alquier et Jean-Marc Pastor demandent au gouvernement de proposer à l'ensemble des acteurs de la santé, ainsi qu'aux élus, une large concertation qui prenne le temps d'aboutir à une réforme partagée.

Il serait peut-être bon de tirer les bilans des réformes récentes et d'en analyser les résultats, voire de réorienter les décisions, pour donner de la cohérence à l'offre de soins hospitalière et garantir le maintien voire le développement du service public, seul garant d'un accès à des soins de qualité pour tous

Jacqueline Alquier et Jean-Marc Pastor

---

---